

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 22/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FERME DU PLO D'AMOURES**

GROUPE VALECO  
188 rue Maurice Bédart - CS 57392  
34000 Montpellier

Références : 12-CRARC-2024-97  
Code AIOT : 0006809876

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement FERME DU PLO D'AMOURES implanté Plo d'Amourès 12540 Fondamente. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les travaux de construction du parc de Plo d'Amoures sont en cours de finalisation.  
Le jour de la visite, l'éolienne E6 était complètement levée. L'inspection a pu assister au levage de l'éolienne E5 ainsi qu'à la finalisation de l'assemblage, au sol, de l'éolienne E4.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERME DU PLO D'AMOURES
- Plo d'Amourès 12540 Fondamente

- Code AIOT : 0006809876
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Plo d'Amoures est un parc en construction composé de 6 éoliennes (E1 à E6) situées sur la commune de Fondamente. Le parc est exploité par la société VALECO. Tous les aérogénérateurs sont de la marque ENERCON (E82), d'une hauteur en bout de pale de 110 m et d'une puissance unitaire maximale de 2.35 MW.

Les travaux de construction ont démarré fin 2022 et sa mise en service est prévue pour fin 2024.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information	AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3	Sans objet
2	Périmètre du chantier	AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.1	Sans objet
3	Mesures de préparation et d'encadrement du chantier	AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.3	Sans objet
4	Clôture du périmètre du chantier et balisage des stations à protéger	AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.4	Sans objet
5	Circulation des engins	AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.4	Sans objet
6	Création des fondations des éoliennes	AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.4	Sans objet
7	Moyens de lutte contre la pollution	AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.4	Sans objet
8	Suivi du chantier	AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.4	Sans objet
9	Intervention des services de secours et moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 02/09/2021, article 8.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée par l'inspection lors de la visite. L'exploitant met en place les mesures nécessaires, en phase de construction, pour limiter au maximum les impacts sur l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Information**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Information guichet DGAC
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par mail, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautique à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr. L'exploitant informe la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) : <ul style="list-style-type: none"><li>- des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;</li><li>- pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises).</li></ul>
<b>Constats :</b>  Par courriers du 05/02/2024 intitulés 'déclaration de montage d'un parc éolien', l'exploitant a informé la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence (base aérienne 701) ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud (Blagnac) de la date des travaux des premiers levages d'éoliennes du parc de Plo d'Amoures, fixée au 08/04/2024. La date de fin de levage est estimée à fin juin 2024. Cette déclaration comporte également les coordonnées GPS de chaque éolienne (format WGS 84), leur hauteur en bout de pale et l'altitude NGF. Le 'formulaire de déclaration de montage d'un parc éolien', daté du 31/01/2024 et comportant l'ensemble des éléments demandés, a bien été adressé au guichet de la DGAC dans les délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Périmètre du chantier**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux de construction
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le périmètre des travaux de construction ou de démantèlement du parc éolien comprend les pistes d'accès pour accéder au site du projet, les zones de travaux pour le montage des éoliennes, les zones de stockage de la terre excavée, le poste de livraison, les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes ainsi que le réseau électrique câblé enterré (reliant les éoliennes entre elles ainsi que celui les reliant aux postes de livraisons créés) . [...]
<b>Constats :</b>  Un planning détaillé des travaux a été transmis à l'inspection accompagné de plusieurs

documents (rapports de suivi de chantier, plan de masse, etc.) décrivant notamment le périmètre des travaux de construction avec les pistes d'accès, les zones de travaux pour le montage des éoliennes, les zones de défrichement, le poste de livraison, le réseau électrique câblé enterré.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Mesures de préparation et d'encadrement du chantier**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Travaux de construction

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux afin d'assurer le suivi du chantier, à savoir :

- la notice de respect de l'environnement (NRE) ;
- le schéma d'organisation de la protection et du respect de l'environnement (SOPRE) ;
- le plan de respect de l'environnement (PRE) ou plan d'assurance environnement (PAE).

Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :

- le contexte environnemental du projet
- la situation géographique de zones à risques ou à enjeux ;
- les exigences du maître d'ouvrage et du projet auprès de ou des entreprises ;
- l'organisation générale du chantier,
- les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues ;
- l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables au projet.
- les moyens de lutte contre la pollution,
- le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle,
- le plan de circulation des engins,
- la gestion et le suivi de l'élimination des déchets relatifs au chantier (élimination via les filières dédiées autorisées...),
- les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire,
- la sensibilisation, la formation, le contrôle interne, la remise en état du site avec la terre végétale récupérée...).

Le PRE ou PAE doit pouvoir être révisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de terrain et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux nouveaux risques découlant de l'évolution du chantier. L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un bureau d'études (écologue...) chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale . Ces documents doivent être transmis sur demande de l'inspecteur de la DREAL.

**Constats :**

Par courriel du 19/06/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les documents suivants :

- Le Plan Général de Coordination pour la protection de l'Environnement (PGCE) et le rapport de suivi écologique de chantier (version du 18/10/2022) réalisé par le bureau d'études Altifaune. Le PGCE s'applique à toutes les entreprises intervenant sur le chantier

et fait office de Notice de Respect de l'Environnement (NRE). Il comprend une présentation du site et de ses enjeux écologiques, les préconisations sur volet naturel de l'étude d'impact, le rappel des prescriptions à mettre en œuvre en amont du chantier et tout au long des travaux ainsi qu'une localisation précise des mesures à réaliser.

- Le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) en date du 12/12/2022 élaboré par la société Guipal TP ;
- Le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) en date du 10/04/2023 élaboré par la société Cazal.

Les PRE comportent une description des travaux mis en œuvre, la gestion des déchets (nature, provenance, destinataire, traitement...), les moyens de lutte contre la pollution, etc.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Bien que partiellement décrits dans les PRE, l'exploitant transmettra à l'inspection les Schémas Organisationnels du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) établis par les entrepreneurs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Clôture du périmètre du chantier et balisage des stations à protéger**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Travaux de construction

**Prescription contrôlée :**

Les zones d'intervention sont rendues visibles et sécurisées au fur et à mesure des besoins avec des systèmes appropriés. Un écologue intervient pour baliser toutes les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont notamment. Des mesures spécifiques de préservation environnementale peuvent à ce stade être rajoutées dans le PRE ou PAE. Une cartographie lisible des zones balisées doit être disponible sur demande de l'inspecteur de la DREAL pendant toute la durée du chantier ainsi que les zones prévues pour le stockage du matériel, le dépôt des matériaux, le poste de livraison et les plateformes de manutention. Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent) et permettre la mise en défens de tous les milieux naturels et espèces protégées et patrimoniales.

**Constats :**

Par courriel du 19/06/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les documents suivants :

- rapport de suivi écologique de chantier (version du 30/05/2024) réalisé par le bureau d'études Altifaune comprenant les noms des écologues en charge du suivi, le calendrier du chantier, les visites de chantier, les zones à baliser, l'emprise des travaux de défrichement, les zones de stockage du matériel, les plateformes des éoliennes, etc.
- plans de signalisation pour les éoliennes et le poste de livraison : chemins à créer, talus, base de vie, rayon de braquage, etc.

La présence de nombreux balisages a été constatée lors de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Circulation des engins**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux de construction
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage robuste par un écologue, sensibilisation, formation, contrôle...) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation, afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces. Ils devront circuler uniquement sur les chemins d'accès et les zones spécialement aménagées (aires de levage,...). La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.
<b>Constats :</b>  Un plan de circulation a été transmis à l'inspection par courriel du 19/06/2024. L'exploitant a mis en place toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent pas et ne circulent pas en dehors des zones prévues par ce plan. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de plusieurs panneaux de limitation de vitesse à 30 km/h.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Création des fondations des éoliennes**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux de construction
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin d'éviter tout impact potentiel en phase chantier sur les eaux superficielles et souterraines (laitance de béton...) lié notamment à la mise en œuvre de fondations plus profondes et/ou de travaux de renforcement non habituels des sols..., l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement si les conclusions de l'étude géotechnique réalisée pour créer les fondations des aérogénérateurs du parc éolien montre la nécessité de mettre en œuvre des fondations différentes de celles présentées dans le dossier de demande d'autorisation. Ce porter-à connaissance comprend à minima : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'impact sur la géologie,</li><li>- l'impact sur l'hydrogéologie et les eaux souterraines,</li><li>- l'impact sur la santé,</li><li>- le cas échéant, le respect de la conformité à l'arrêté préfectoral relatifs aux captages en alimentation en eau potable (AEP) potentiellement concernés.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection l'étude géotechnique réalisée par la société Alios en date du 07/06/2022. L'étude ne conclut pas à la nécessité de mettre en œuvre des fondations différentes de celles présentées dans le dossier de demande d'autorisation.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Moyens de lutte contre la pollution**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux de construction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus;</li> <li>- mise en place de barrières à l'entrée des PPI (Périmètre de Protection Immédiate) des captages d'eau ;</li> <li>- mise à disposition de kits anti-pollution;</li> <li>- pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies;</li> <li>- entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur;</li> <li>- stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation;</li> <li>- stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées;</li> <li>- privilégier la mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plates- formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut;</li> <li>- interdiction durant la phase du coulage du béton de créer des tranchées dans les fondations de la plate-forme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche;</li> <li>- privilégier la création de fossés enherbés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plate-formes;</li> <li>- aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de stagnation des eaux et en évitant les rejets vers les PPI;</li> <li>- installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires pour prévenir les risques de pollution des eaux. Le parc n'est pas situé dans le PPI d'un captage d'eau potable. Néanmoins, il est localisé non loin du PPR du captage de Rocozels.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de kits anti-pollution et de dispositifs de rétention pour le stockage des produits potentiellement polluants. Les déchets de chantier sont entreposés dans une benne étanche. Les fossés sont aménagés de sorte à permettre un écoulement libre des eaux.</p> <p>Le rapport de suivi (version du 30/05/2024) élaboré par Altifaune fait état d'un incident survenu le 29/04/2024 lié au déversement accidentel d'hydrocarbures (fuite de gasoil routier) par un camion lors d'une livraison de matériel. Les mesures prises suite à cet incident sont résumées ci-dessous (cf. fiche de notification d'incident produite par VALECO) :</p>



- Intervention du SDIS (34 et 12) qui a traité la zone polluée à l'aide de sacs d'absorbants et balais. En parallèle, le turbinier ENERCON a répandu de la poudre absorbante au niveau de la zone de stationnement (plateforme n°5)
- 02/05/2024 : curage de surface des matériaux souillés
- 03/05/2024 : traitement de la piste concernée par une balayeuse
- Organisation du prélèvement et analyse d'eau par VALECO en lien avec la mairie de Ceilhes-et-Rocozels, gestionnaire du point de captage d'eau potable situé à proximité (Rocozels)
- Enlèvement des déchets (environ 3 m3) par la société Chimirec

La visite d'inspection a permis de constater que la piste concernée par cet incident était propre et en très bon état.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats de l'analyse de l'eau prélevée au niveau du captage de Rocozels suite à l'incident du 29/04/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 8 : Suivi du chantier**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/09/2021, article 3.4

**Thème(s) :** Autre, Travaux de construction

#### **Prescription contrôlée :**

Un bureau d'études ou une association compétents sur les thématiques suivantes : flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier, sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant (...).

Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de la DREAL Occitanie, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier.

Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :

- 1 passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin de baliser les zones sensibles (gîtes potentiels, nids...) pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier. Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL;
- une périodicité hebdomadaire durant les phases de libération des emprises et de construction. Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à l'exploitant dans un délai maximum de trois jours ouvrés après intervention et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL. En cas de phase critique de chantier, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.

Dans le cas où un problème sur l'environnement serait soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent et fournissent immédiatement des solutions à l'exploitant qui lui-même communique dans les meilleurs délais les éléments à l'inspecteur de la DREAL Occitanie.

Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier établi par les intervenants est transmis à l'inspection de la DREAL en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur

pour les différentes étapes du chantier de construction et de démantèlement du parc éolien.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bureau d'études Altifaune a été mandaté par l'exploitant pour s'assurer de la mise en œuvre des mesures de protection de l'environnement par les différents intervenants. Par courriel du 19/06/2024, l'exploitant a transmis 2 rapports de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PGCE et rapport de suivi écologique de chantier (version du 18/10/2022) ;</li> <li>• rapport de suivi écologique de chantier (version du 30/05/2024).</li> </ul> <p>A la demande de VALECO, le suivi écologique de chantier a été renforcé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 visite préalable à la phase chantier (réalisée le 29/09/2022)</li> <li>• 12 visites en phase de travaux préparatoire (terrassement/nivellement)</li> <li>• 6 visites inopinées au cours de la phase de chantier</li> <li>• 1 visite en fin de chantier pour faire un bilan</li> </ul> <p>Ces suivis sont détaillés dans les 2 rapports produits par Altifaune et sont conformes à la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Intervention des services de secours et moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/09/2021, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux de construction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...) Lors des périodes de travaux, de maintenance ou de contrôle, des moyens d'extinction adaptés seront mis à disposition des personnels travaillant sur le site. Ces derniers disposeront en outre d'un moyen permettant d'alerter ou de faire alerter les secours (téléphone, radiotéléphone...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les personnels présents sur le site disposent de moyens de lutte contre l'incendie à proximité (extincteurs) et sont en capacité d'alerter les secours à tout moment.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite